EYB2023BRH2638

Bulletin en ressources humaines

Octobre 2023

Yanick GAGNON-CARBONNEAU* et Valérie ALLARD*

Commentaire sur la décision *Jutras c. La Presse (2018) inc.* – Un engagement de non-concurrence ne confère pas à un employeur le droit automatique de poursuivre un ex-employé : attention à l'abus de procédure !

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

I– LES FAITS

A. Les procédures

1. Demande introductive d'instance pour l'émission d'ordonnances d'injonctions provisoires, interlocutoires et permanentes

B. Ordonnance de sauvegarde

1. Le désistement

C. Le recours de Jutras

II– LA DÉCISION

III– LE COMMENTAIRE DES AUTEURS

CONCLUSION

Résumé

Les auteurs commentent cette décision dans laquelle la Cour supérieure accueille en partie une action en dommages-intérêts intentée contre La Presse (2018) inc. et déclare qu'elle a abusé de son droit d'ester en justice en instituant un recours judiciaire dans le but de forcer un de ses anciens dirigeants à cesser de travailler pour une entreprise concurrente.

INTRODUCTION

Le 5 juillet dernier, dans la décision *Jutras c. La Presse (2018) inc.*¹ l'honorable Robert Castiglio, juge à la Cour supérieure, accueillait en partie une action en réclamation de dommages-intérêts pour abus de procédure présentée par Patrick Jutras (« Jutras »), ancien vice-président aux ventes de La Presse (2018) inc. (« La Presse »), à l'encontre de cette dernière qui avait tenté de l'empêcher de continuer d'occuper un nouvel emploi chez sa concurrente Québecor Média inc. (« QMI ») sur la foi d'un engagement de non-concurrence manifestement invalide.

I– LES FAITS

Jutras est embauché par La Presse à titre de vice-président aux ventes à l'été 2016. Cette embauche fait suite à plusieurs rencontres et discussions intervenues avec des représentants de La Presse au cours desquelles ces derniers lui ont fait des représentations notamment quant à la possibilité d'un futur avancement professionnel.

Le contrat d'emploi proposé à Jutras est conditionnel à la signature d'une entente de non-concurrence et de confidentialité (« entente de non-concurrence ») dont les termes sont les mêmes pour l'ensemble des dirigeants de La Presse. Au moment de son embauche, Jutras souscrit à l'entente de non-concurrence qui se lit comme suit :

3. Entente de non-concurrence

L'Employé s'engage, par la présente, pendant la durée de son emploi auprès de l'Employeur et pour une période de 12 mois (la « Période de Non-Concurrence ») suivant la terminaison de son emploi auprès de l'Employeur, pour toute raison que ce soit autre qu'un congédiement sans cause ou un licenciement pour motif économique, à ne pas oeuvrer auprès de, offrir ses services à, financer ou autrement participer, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, seul ou avec d'autres personnes, à titre d'associé, partenaire, actionnaire, prêteur, agent, conseiller, consultant, administrateur, officier ou employé de toute personne, ou par l'entremise de toute agence, ou de quelque autre façon que ce soit, à toute entreprise, de quelque nature que ce soit et peu importe sa forme juridique, impliquée, directement ou indirectement, dans la vente d'espace publicitaire au Québec.

Malgré ce qui précède, l'Employé peut détenir passivement à titre d'investissement, des actions d'une entreprise qui fait ou pourrait faire concurrence à l'Employeur ou à ses filiales en autant qu'il ne possède pas plus de 1 % de toute catégorie d'actions de cette entreprise et que l'Employé ne fasse pas partie du groupe qui contrôle ladite entreprise.

4. Portée géographique de l'engagement.

L'article 3 s'applique uniquement pour le territoire de la Province de Québec.

Quelques mois suivant l'entrée en fonction de Jutras, le président de La Presse lui annonce des changements importants à venir au sein de la société, notamment la modification de la forme juridique de La Presse qui deviendra un organisme sans but lucratif. Jutras réalise, dès lors, que sa réalité professionnelle ne correspondra jamais aux représentations qui lui avaient été faites dans le cadre de son embauche et entame, dans les mois qui suivent, une recherche d'emploi.

Au mois d'avril 2019, Jutras rencontre un représentant de QMI et des discussions se mettent en branle relativement à un poste de chef des revenus publicitaires chez QMI. Dans le cadre de ces discussions, il est question de l'entente de non-concurrence, et le chef de l'exploitation et des affaires juridiques de QMI se dit d'avis que celle-ci est invalide. QMI propose un emploi à Jutras, mais l'invite à travailler d'abord quelques mois pour l'une de ses filiales afin d'éviter à Jutras de se placer en contravention de son obligation de loyauté envers La Presse. Jutras accepte l'offre, démissionne de chez La Presse et travaille un certain temps pour une filiale de QMI.

Au mois de septembre 2019, QMI annonce, par communiqué de presse, la nomination de Jutras dans ses nouvelles fonctions.

A. Les procédures

Deux jours plus tard, Jutras est mis en demeure par les procureurs de La Presse de respecter son devoir de loyauté et l'entente de non-concurrence et de cesser, en conséquence, d'oeuvrer auprès de QMI, à quelque titre que ce soit. Les procureurs de QMI répondent à la mise en demeure en faisant valoir que l'entente de non-concurrence est, à sa face même, invalide et que la mise en demeure n'a aucun fondement juridique.

1. Demande introductive d'instance pour l'émission d'ordonnances d'injonctions provisoires, interlocutoires et permanentes

Le même jour, La Presse signifie à Jutras et à QMI une *demande introductive d'instance pour l'émission d'ordonnances d'injonctions provisoires, interlocutoires et permanentes*. Une audition est rapidement tenue.

Le 11 septembre 2019, l'honorable Frédéric Bachand, j.c.s. (« juge Bachand »), rend un jugement² (le « jugement Bachand ») par lequel il rejette la demande pour l'émission de l'injonction provisoire, estimant notamment qu'il y a absence d'apparence de droit. L'entente de non-concurrence ne comporte pas de limite quant au « genre de travail » prohibé, contrevenant ainsi à l'article [2089](#) du *Code civil du Québec*³. Également, La Presse n'a pas démontré, même *prima facie*, que l'entente de non-concurrence est limitée à ce qui est nécessaire pour protéger ses intérêts légitimes considérant que la portée de l'entente de non-concurrence est très large, empêchant Jutras d'occuper tout emploi, de quelque nature que ce soit, dans toute entreprise impliquée de près ou de loin dans la vente d'espace publicitaire au Québec, que cette entreprise soit ou non un média d'information⁴.

B. Ordonnance de sauvegarde

Moins d'une semaine après le jugement Bachand, les procureurs de La Presse signifient une nouvelle procédure recherchant cette fois une ordonnance de sauvegarde, cette dernière étant identique – sauf quant à sa durée – à l'ordonnance provisoire rejetée par le jugement Bachand.

Le 8 octobre 2019, l'honorable Michèle Monast, j.c.s., (« juge Monast ») rejette la demande d'ordonnance de sauvegarde de La Presse en soulignant dans son jugement⁵ (le « jugement Monast ») qu'une ordonnance de sauvegarde ne doit pas servir d'appel pour une ordonnance d'injonction provisoire rejetée⁶ et, qu'en l'espèce, la nouvelle demande ne présente aucun fait nouveau lui permettant de conclure différemment du jugement Bachand⁷. À l'instar du juge Bachand, la juge Monast conclut que l'entente de non-concurrence est « *a priori* excessive »⁸.

1. Le désistement

Suivant le jugement Monast, les procureurs de La Presse proposent à Jutras de régler le dossier, ce à quoi Jutras répond qu'il entend plutôt déposer une demande reconventionnelle afin de réclamer le remboursement des honoraires extrajudiciaires engagés pour assurer sa défense à l'encontre des procédures abusives de La Presse ainsi que pour le stress et les inconvénients. S'ensuit un désistement de La Presse des procédures judiciaires.

C. Le recours de Jutras

Le 15 novembre 2019, Jutras intente son propre recours contre La Presse lui réclamant le

remboursement des honoraires extrajudiciaires et débours engagés pour assurer sa défense à l'encontre de ces procédures judiciaires de même que ceux engagés dans le cadre de la nouvelle instance en abus de procédure ; il réclame aussi une compensation pour le stress et les inconvénients subis en raison de la conduite fautive de La Presse.

La Presse nie les allégations de Jutras et prétend n'avoir commis aucun abus de procédure.

II– LA DÉCISION

Le tribunal débute son analyse par la principale question en litige, soit celle à savoir si La Presse a commis une faute en instituant des procédures judiciaires à l'encontre de Jutras et, pour en décider, elle aborde séparément les différentes procédures engagées par La Presse, soit la demande pour l'émission d'une injonction provisoire, la demande de sauvegarde et le désistement.

En ce qui concerne la demande pour l'émission d'une injonction provisoire, le tribunal conclut que La Presse « savait ou aurait dû savoir que l'entente de non-concurrence imposée à Jutras lors de son embauche était invalide et que son recours judiciaire était manifestement mal fondé et voué à l'échec »⁹

Pour en arriver à cette première conclusion, le tribunal base son analyse sur l'article [2089](#) C.c.Q. et du fait qu'en vertu de celui-ci, l'entente de non-concurrence devait être limitée à ce qui était nécessaire pour protéger les intérêts légitimes de La Presse quant au temps, au lieu et au genre de travail de l'interdiction qu'elle prévoyait.

Or, en l'espèce, l'entente de non-concurrence n'est limitée d'aucune façon quant au genre de travail, empêchant Jutras d'occuper tout emploi, de quelque nature que ce soit, auprès de toute entreprise impliquée directement ou indirectement dans la vente d'espace publicitaire au Québec, que l'entreprise soit ou non dans l'édition de médias d'information.

Le tribunal rappelle la règle énoncée par la Cour d'appel dans l'affaire *Restaurant Chez Doc inc. c. 9061-7481 Québec inc.*¹⁰, selon laquelle « une clause de non-concurrence contenue dans un contrat de travail est d'interprétation stricte et le tribunal n'est pas autorisé à la modifier, par exemple, en diminuant la durée ou en restreignant le territoire pour la rendre raisonnable » et ajoute, en note de bas de page, que « le tribunal n'est pas non plus autorisé à modifier la clause de non-concurrence pour préciser le type de travail prohibé alors que la clause ne le précise pas »¹¹.

Sur la base de ces règles qui « ne sont pas nouvelles » et que « La Presse et ses procureurs ne pouvaient ignorer »¹², le tribunal conclut que La Presse a abusé de son droit d'ester en justice en instituant son recours en injonction alors qu'elle savait ou aurait dû savoir qu'il lui était impossible de démontrer que l'entente de non-concurrence se limitait à ce qui était nécessaire pour protéger ses intérêts légitimes.

Le tribunal rejette d'abord un premier moyen de défense de La Presse selon lequel cette dernière aurait intenté son recours sur recommandation de l'un de ses procureurs, estimant que « la consultation préalable auprès d'un avocat ne peut constituer un moyen de défense lorsque le recours judiciaire entrepris à la suite de cette consultation est manifestement mal fondé et voué à l'échec »¹³.

Le tribunal rejette ensuite un second moyen de défense selon lequel La Presse n'avait aucune raison de croire que l'entente de non-concurrence serait considérée comme invalide dès le stade de l'injonction provisoire ou de l'ordonnance de sauvegarde, en reconnaissant toutefois qu'une telle défense aurait pu être invoquée si seulement l'entente de non-concurrence prévoyait des limites quant aux trois éléments

requis par l'article [2089](#) C.c.Q.

Jutras tente d'invoquer les fausses représentations qui lui ont été faites par La Presse au moment de son embauche pour établir le caractère blâmable de la conduite de La Presse, mais le tribunal est d'avis que les circonstances entourant l'embauche de Jutras chez La Presse ne sont pas pertinentes au litige.

Le tribunal s'intéresse ensuite au recours entrepris pour l'obtention d'une ordonnance de sauvegarde. La Presse se défend de l'avoir entrepris suivant le jugement Bachand sur la base du fait que le juge Bachand n'avait pas invalidé l'entente de non-concurrence et que, par ce nouveau recours, elle voulait bonifier sa preuve.

Le tribunal rejette cet argument puisque le juge Bachand avait tout de même conclu que La Presse n'avait pas démontré une apparence de droit à un stade où le fardeau est peu exigeant. Selon le tribunal, le jugement Bachand a privé La Presse de l'ignorance de l'invalidité de l'entente de non-concurrence et La Presse était alors mal fondée de rechercher une ordonnance de sauvegarde sur la base de la même preuve.

En considération de ce qui précède, le tribunal conclut que La Presse a continué d'abuser de son droit d'ester en justice puisqu'elle savait, ou devait savoir, que sa demande d'ordonnance de sauvegarde était vouée à l'échec.

En ce qui concerne le désistement de La Presse, Jutras soutient qu'il s'agissait d'une tentative d'échapper à la demande reconventionnelle qu'il entendait déposer. Sur ce point, le tribunal adhère à cet argument plutôt qu'à celui de La Presse selon lequel son désistement visait simplement à ne pas prolonger inutilement les procédures judiciaires. La Presse soulève alors que Jutras, par son recours intenté en abus de procédure, contrevient à son obligation de mitiger ses dommages puisqu'il aurait pu procéder par demande reconventionnelle. Le tribunal écarte rapidement cette prétention, étant d'avis que, même si un désistement abusif peut être rejeté dans le cadre d'une instance, Jutras était fondé dans les circonstances de procéder ainsi, notamment pour éviter un long débat quant à la validité du désistement de La Presse.

Le tribunal poursuit son analyse quant à la deuxième question en litige, soit celle à savoir si Jutras a droit au remboursement des honoraires professionnels réclamés.

La Presse invoque l'article [54](#) C.p.c. au soutien de sa prétention selon laquelle une telle condamnation n'est pas automatique, qu'elle relève de la discrétion du tribunal basée sur plusieurs critères, dont sa raisonnable et le lien de causalité avec la faute alléguée. La Presse soulève de plus la déraisonnabilité des honoraires réclamés, mais ne fait aucune représentation à ce sujet. À cet égard, le tribunal considère que l'« importance capitale »¹⁴ des enjeux concernés pour Jutras justifie sa réclamation et considère les montants raisonnables. La Presse ne soulève aucun argument quant au fait que les honoraires extrajudiciaires ont été payés par QMI plutôt que par Jutras, mais le tribunal se prononce tout de même que cela n'a pas pour effet de priver Jutras de son droit aux honoraires réclamés.

Finalement, le tribunal considère que Jutras a droit aux honoraires ayant servi à faire constater l'abus de procédure de La Presse considérant que, n'eût été le désistement abusif de La Presse, Jutras aurait réclamé cette somme dans le cadre d'une demande reconventionnelle comme il entendait le faire. Le tribunal rappelle que les honoraires extrajudiciaires engagés pour combattre un abus du droit d'ester en justice constitue un dommage direct pour la victime qui peut en demander le remboursement¹⁵.

Le tribunal termine son analyse sur la question du droit de Jutras à des dommages pour le stress et les

inconvénients subis. À cet égard, le tribunal reconnaît que les procédures judiciaires abusives dont a été l'objet Jutras ont été pour ce dernier la source d'un important stress qui mérite d'être compensé. De la somme de 25 000 \$ qui est réclamée par Jutras à ce titre, seulement celle de 5 000 \$ lui est accordée par le tribunal, considérant que les procédures se sont échelonnées sur moins de deux mois et que, pendant toute cette période, Jutras a pu bénéficier de l'appui de QMI.

III– LE COMMENTAIRE DES AUTEURS

Cette décision, bien qu'elle s'inscrive dans un contexte de procédures particulier, est un appel à la prudence pour les employeurs. En effet, ces derniers auront intérêt à procéder à un examen attentif de leur clause de non-concurrence avant de poursuivre leurs anciens employés au motif d'une violation de leur engagement à cet égard, au regard du risque de recours pour abus de procédure.

D'ailleurs, nous remarquons que la Cour supérieure semble insister sur le fait que la clause de non-concurrence comprend une description des activités de portée très large et ne spécifie aucun genre de travail. La clause aurait-elle pu être considérée comme valide au stade de l'injonction, et les procédures comme non abusives, si les activités eurent été décrites de manière plus circonscrite, sans que l'on précise expressément le poste visé ? La Cour écrit à ce sujet :

La Presse n'a pas démontré, dans le cadre du présent dossier, qu'il lui était nécessaire, pour protéger ses intérêts légitimes, d'empêcher Jutras d'occuper quelque fonction que ce soit dans toute entreprise impliquée dans la vente d'espace publicitaire au Québec, que cette fonction s'apparente ou non à celle qu'il occupait à La Presse. [...]16

et de rajouter plus loin :

Quant à l'argument de La Presse qu'elle n'avait aucune raison de croire que l'entente de non-concurrence serait considérée invalide dès le stade de l'injonction provisoire ou de l'ordonnance de sauvegarde, le Tribunal est d'avis que cet argument pourrait être retenu comme moyen de défense valable si l'entente de non-concurrence avait comporté une certaine limite quant au type de travail prohibé. Si tel avait été le cas, La Presse aurait été en droit de s'attendre à ce que le juge saisi de la demande d'injonction provisoire se déclare satisfait de l'apparence de droit, le débat portant sur la question de savoir si la limite est nécessaire pour protéger les intérêts légitimes de l'employeur étant généralement reporté au moment de l'audition de l'injonction interlocutoire ou de l'injonction permanente.17

(Nos soulignements)

Clairement, le fait de ne pas spécifier le genre de travail s'est avéré fatal à la position de La Presse pour ce qui est de l'abus de procédures. À la lumière de cette décision, à notre avis, lors de la rédaction de clauses de non-concurrence, les juristes devront désormais se demander si les intérêts légitimes de l'employeur sont suffisamment importants et démontrables pour que la clause se limite à une description précise des activités, sans être limitée à un poste ou à un ensemble de postes similaires.

De plus, nous notons que l'obligation de loyauté semble complètement évacuée des recours entrepris par l'employeur. Cependant, l'obligation de loyauté se voit souvent accorder une portée plutôt restreinte, notamment dans le temps, ce qui peut expliquer l'approche retenue par La Presse.

CONCLUSION

Enfin, outre les considérations à avoir relativement au contenu de la clause de non-concurrence, il faut également retenir de cette décision qu'un recours pour abus de procédure en vertu de l'article [51](#) C.p.c. ne nécessite pas d'intention malveillante.

En effet, il faut retenir que le tribunal estime que la témérité dont La Presse a fait preuve en tentant de faire exécuter l'entente de non-concurrence alors que, à sa face même, elle était contraire à l'article [2089](#) C.c.Q. constitue un abus de procédure. En fait, de l'avis du tribunal, « une personne raisonnable et prudente, placée dans les mêmes circonstances connues par La Presse, n'aurait tout simplement pas intenté, vu l'invalidité évidente de l'entente de non-concurrence »¹⁸.

* M^{es} Yanick Gagnon-Carbonneau et Valérie Allard, avocats au sein du cabinet BCF avocats d'affaires, concentrent leur pratique en droit du travail et de l'emploi.

[1.](#) 2023 QCCS 2506, [EYB 2023-527587](#).

[2.](#) *La Presse (2018) inc. c. Jutras*, 2019 QCCS 3930, [EYB 2019-316924](#).

[3.](#) *Ibid.*, par. 15-16.

[4.](#) *Ibid.*, par. 17.

[5.](#) *La Presse (2018) inc. c. Jutras*, 2019 QCCS 4204, [EYB 2019-320533](#).

[6.](#) *Ibid.*, par. 23.

[7.](#) *Ibid.*, par. 27.

[8.](#) *Ibid.*, par. 30.

[9.](#) Décision commentée, par. 81.

[10.](#) 2006 QCCA 55, [EYB 2006-100119](#), par. 29.

[11.](#) Décision commentée, à la note de bas de page 24.

[12.](#) Décision commentée, par. 89.

[13.](#) Décision commentée, par. 104.

[14.](#) Décision commentée, par. 149.

[15.](#) Décision commentée, par. 155 (référant à la décision *9083-8210 Québec inc. c. Paquette* 2015 QCCS 4765, [EYB 2015-257671](#)).

[16.](#) Décision commentée, par. 100.

[17.](#) Décision commentée, par. 105.

[18.](#) Décision commentée, par. 99.